

*Investissement Canada—Loi*

L'attitude du gouvernement consiste à dire, comme je l'ai déjà fait remarquer, que les États-Unis sont nos alliés et que nous devons par conséquent nous soumettre à leur volonté et faire tout ce qu'ils demandent. Je tiens à souligner que nous avons discuté récemment—je crois que c'était hier—de la question des armements. A cette occasion, le gouvernement a affirmé que nous devrions nous arranger pour être en position de force pour négocier avec des pays étrangers. Quand il s'agit de la paix, il semble donc que nous devrions être forts pour négocier, alors que nous devrions faire preuve de docilité dans les négociations sur les échanges commerciaux. J'ai du mal à comprendre comment le gouvernement peut défendre des points de vue aussi contradictoires deux jours de suite. En fait, à mon avis, le gouvernement devrait adopter, une attitude diamétralement opposée à celle qu'il a choisie.

Ce matin, nous avons écouté très attentivement la déclaration du ministre. Il a prétendu que l'ancien gouvernement avait une idéologie désuète. Un peu plus tard, il a parlé à la Chambre du rapport Gray de 1973 qui recommandait, nous a-t-il dit, que seuls les investissements des grosses sociétés étrangères soient contrôlés. Il est très intéressant de voir le gouvernement affirmer que notre point de vue est périmé et reprendre ensuite à son compte des idées datant de plusieurs années en les qualifiant de modernes.

S'il existe une idéologie désuète, ce n'est pas au parti libéral qu'on la trouve, mais plutôt chez les membres du gouvernement qui en sont restés à des idées vieilles de 20 ou 40 ans. Les conservateurs ont été éloignés du pouvoir pendant longtemps. Maintenant qu'ils ont repris le pouvoir, ils font comme si ce qui était bon en 1950 l'est encore pour les années 80. Ce n'est pas le cas. Nous vivons dans un monde différent, avec une nouvelle génération. Nous devons nous adapter à d'autres réalités. Naturellement, les Américains sont toujours nos amis. Nous le savons, mais ce n'est pas la question. L'enjeu, c'est de rester maîtres de notre destinée.

Ce matin, le ministre s'est aussi donné beaucoup de mal pour nous expliquer que l'AEIE avait gêné les activités des vendeurs de hamburgers. J'ai trouvé ses propos plutôt amusants, puisque la plus grande chaîne de restaurants du monde vend des hamburgers. C'est même l'une des plus grandes sociétés du monde entier. Laisser entendre que ce secteur de la restauration n'est pas important et que des règlements sur l'investissement étranger ne s'imposent pas en l'occurrence, c'est ne pas tenir compte de ce qu'est pour lui la réalité. La menace des multinationales et des très grandes chaînes est aussi réelle pour ce secteur que pour beaucoup d'autres.

Pour ma part, je voudrais savoir comment concilier le projet de loi avec la politique ou les idées du gouvernement sur la concurrence. Le gouvernement a parlé du besoin d'accroître la concurrence. Comment le pouvons-nous quand les multinationales, en venant acheter nos petites et moyennes industries et en les intégrant à leur conglomérat, éliminent toute concurrence qui peut exister? Ou bien devrions-nous mettre les multinationales provisoirement en concurrence avec les petites sociétés canadiennes jusqu'à ce que ces dernières soient forcées d'abandonner la partie? Est-ce de la concurrence? Enfin de compte on assistera à une plus grande concentration des sociétés et non à une plus grande concurrence.

La députée de Capilano vient de dire que l'Agence d'examen de l'investissement n'avait pas une bonne réputation et qu'elle servait souvent de prétexte. Ainsi, une entreprise qui ne tenait pas, au fond, à investir au Canada pouvait prétexter que c'était à cause de l'Agence. Si elle ne voulait pas faire de placements ici pour commencer, en quoi fait-on avancer le débat en le mentionnant? Elle ne serait pas venue investir ici de toute façon, de l'aveu de la députée de Capilano. Si elle n'avait pas au départ l'intention d'investir dans notre pays, peu importe que son prétexte soit celui-là ou le fait que nos joueurs de hockey sont trop gros, que nous avons trop de neige ou que le chauffage coûte trop cher. A quoi bon chercher d'autres excuses, puisque le député a déjà établi que la société ne voulait pas venir s'installer ici? Dire que l'AEIE a servi de prétexte à des gens qui n'avaient, de toute façon, jamais eu l'intention de s'établir au Canada n'ajoute pas à la crédibilité de cette mesure législative.

• (1630)

Investissement Canada était une promesse électorale, une des nombreuses promesses dont nous avons beaucoup entendu parler ces derniers temps. Certains d'entre nous ont rappelé au gouvernement toutes les promesses faites et non tenues. J'ai sous les yeux la liste des 338 promesses conservatrices. J'en ai déjà porté quelques-unes à l'attention de la Chambre. Et je vais le faire encore aujourd'hui pour ne décevoir personne.

Parlons des promesses concernant l'investissement étranger. Certaines se contredisent. La mesure qui nous est présentée aujourd'hui ne répond pas aux promesses faites. Permettez-moi d'en lire quelques-unes. Voici la première:

Attirer plus d'investissements directs étrangers afin de réduire la vulnérabilité du pays à tout mouvement à la hausse des taux d'intérêt américains.

Voilà une promesse intéressante. Nul besoin de la comparer à une autre pour trouver des contradictions. En effet, comment pouvons-nous être moins dépendants des taux d'intérêt américains en ayant davantage d'investissements américains chez nous? C'est un raisonnement qui me dépasse. Voyons maintenant la deuxième promesse:

Adopter une nouvelle loi interdisant l'investissement étranger dans au moins quatre secteurs: banques et finances, médias, énergie et télécommunication.

Comme c'est intéressant à comparer au projet de loi actuellement à l'étude. Passons maintenant à la troisième promesse:

Tenir des auditions publiques afin de décider s'il convient d'étendre cette interdiction à d'autres secteurs de l'économie.

Nous attendrons que ces auditions soient tenues avant d'adopter le projet de loi à l'étude. Quand vont-elles avoir lieu? C'était là la troisième promesse comprise dans la politique d'investissement du parti conservateur. Nous ne pouvons adopter ce projet de loi avant la tenue des auditions. Nous voudrions profiter de l'apport de Canadiens de tous les secteurs, de toutes les régions, avant d'approuver une telle mesure. Après tout, nous voulons, de ce côté-ci de la Chambre, que le gouvernement tienne ses promesses électorales. Les conservateurs avaient promis de tenir des auditions publiques avant de décider s'il convenait d'étendre l'interdiction à d'autres secteurs de l'économie. Et voici la quatrième promesse: